



Secrétariat

UN LIBRARY

NOV 06 1992

ST/SGB/253  
29 octobre 1992

UN/SA COLLECTION

CIRCULAIRE DU SECRETAIRE GENERAL

Destinataires : Les fonctionnaires du Secrétariat

Objet : PRINCIPES DIRECTEURS VISANT A ASSURER L'EGALITE ENTRE HOMMES ET FEMMES AU SECRETARIAT ET A PREVENIR LE HARCELEMENT SEXUEL\*

1. La Charte des Nations Unies définit des normes de conduite rigoureuses pour l'Organisation et en préconise le respect dans le monde entier. L'Article 8 a pour objet de prévenir, au sein de l'Organisation, toute forme de discrimination qui serait fondée sur une distinction de sexe et stipule expressément :

"Aucune restriction ne sera imposée par l'Organisation à l'accès des hommes et des femmes, dans des conditions égales, à toutes les fonctions, dans ses organes principaux et subsidiaires."

Le paragraphe 3 de l'Article 101 stipule que les fonctionnaires de l'Organisation doivent posséder les plus hautes qualités d'intégrité. L'Organisation est donc tenue de veiller à ce que les fonctionnaires soient traités avec respect et dignité et à ce que leur vie privée soit à l'abri de toute ingérence, et elle doit s'assurer que les fonctionnaires respectent ces mêmes normes de conduite dans leurs rapports avec leurs collègues. Tout harcèlement, particulièrement le harcèlement sexuel, sur le lieu de travail, ou à l'occasion du travail, est contraire à ces dispositions de la Charte et, par conséquent, aux principes mêmes de l'Organisation; il constitue une violation des normes de conduite qui s'impose à tout fonctionnaire international et peut donner lieu à des mesures disciplinaires.

2. Des principes directeurs visant à assurer l'égalité de traitement entre hommes et femmes au Secrétariat ont été publiés en 1979, puis, de nouveau en 1982, dans la circulaire ST/IC/79/17/Rev.1 du 8 mars 1982. Ces directives viennent d'être actualisées et renforcées et font l'objet de la circulaire ST/IC/1992/67 du 29 octobre 1992.

\* Manuel d'administration du personnel, No 1165 de l'Index.

3. Pour lutter contre le harcèlement sexuel, inadmissible de la part de personnes au service de l'Organisation, l'instruction administrative ST/AI/1992/379 du 29 octobre 1992 en donne une définition et établit des procédures à caractère officiel ou non à suivre dans de tels cas.

4. Je suis fermement convaincu que s'ils respectent strictement les principes, règles de conduite et procédures énoncés dans ces documents, les fonctionnaires pourront éviter des comportements ou des propos de nature à empêcher leurs collègues de contribuer pleinement à l'activité de l'Organisation en toute égalité et dignité, l'harmonie prévalant ainsi dans les relations de travail.

Le Secrétaire général

Boutros BOUTROS-GHALI

-----